

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière extraordinaire  
du jeudi 10 avril 2025

Membres en exercice : 26  
Présents : 17  
Procuration(s) : 8  
Absent(s) : 1  
Nombres de votants : 25  
Votes pour : 25  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : vendredi 4 avril 2025

DELIBERATION N°DL\_AP2025\_0057

Portant sur la convention de partenariat à signer avec Départements de France

L'an deux mille vingt-cinq, le dix avril 2025, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière extraordinaire, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.  
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

**Conseiller départemental absent :**

Monsieur Daniel ZAIDANI

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Bibi CHANFI

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** le décret n° 2024-1184 du 18 décembre 2024 portant déclaration de l'état de calamité naturelle exceptionnelle à Mayotte ;  
**Vu** l'arrêté du 19 décembre 2024 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ;  
**Vu** la délibération n° DL\_2021\_00197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;  
**Vu** l'article 15, alinéa 3 du chapitre III du Règlement intérieur du Conseil départemental - délibération n°AP2021\_0209 du 19 juillet 2021 portant sur le recours à la procédure d'urgence de la convocation d'une assemblée plénière ;

**Considérant :** le rapport n°2025-02521 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant :** l'avis de la Commission réunie en date en date du 10 avril 2025 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,**

**Le Conseil Départemental,**

- Article 1 :** de valider la convention de partenariat avec l'association Département de France relative à la mise en œuvre d'aides suite au cyclone Chido ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à négocier et à signer cette convention de partenariat et ses avenants éventuels ;
- Article 3 :** en application des dispositions de l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et affichage et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**





## CONVENTION DE PARTENARIAT

### Relative à la mise en œuvre d'aides suite au cyclone Chido

#### Entre d'une part,

L'association **Départements de France**, dont le siège social est situé 6 rue Duguay-Trouin, 75006 PARIS, et dont le numéro Siret est 784 180 150 00038,

Représentée par Monsieur François SAUVADET, agissant en qualité de Président,

Ci-après dénommée "Départements de France",

#### Et d'autre part,

Le **Conseil Départemental de Mayotte**, dont le siège social est situé Hôtel du Département, 112 Bd Halidi Sélémani - BP 101, 97645 Mamoudzou Cedex,

Représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI, agissant en qualité de Président, autorisé à signer la présente convention par délibération du [A compléter],

Ci-après désigné "Le Département",

Ci-après également désigné(s) individuellement la "Partie" ou collectivement les "Parties".

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2024-1184 du 18 décembre 2024 portant déclaration de l'état de calamité naturelle exceptionnelle à Mayotte ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2024 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ;

Vu la délibération n°DL\_AP2025\_00XX du 27 février 2025 relative aux mesures d'aides économiques, financières et sociales de la crise du cyclone CHIDO ;

Vu la délibération n°DL\_AP2025\_00XX du XXX autorisant le Président du Département à signer la présente convention ;

### Il a d'abord été exposé ce qui suit :

1. Créée en 1946, Départements de France est l'association d'élus qui représente les Départements. Elle réunit les Présidents des 103 collectivités adhérentes, dont 95 Départements et 8 collectivités territoriales à compétences départementales.

L'association a notamment pour objet de d'établir une concertation étroite et permanente entre les Département pour toutes les questions les intéressant, et d'être une instance de liaison et de représentation avec toutes les autres institutions et organisations de la vie économique et sociale, afin de développer avec elles tous échanges, concertations et partenariats, pouvant servir l'efficacité de l'action des Départements.

2. Le Département de Mayotte est une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution française, exerçant à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et aux conseils régionaux d'Outre-mer.
3. Le samedi 14 décembre 2024, le cyclone Chido a frappé l'île de Mayotte avec une puissance extraordinaire, causant des dégâts considérables. Des milliers de personnes ont perdu leurs biens, laissant une grande partie de la population dans une situation de vulnérabilité alimentaire, sécuritaire et énergétique notamment. Par arrêté du 19 décembre 2024, l'état de catastrophe naturelle a été reconnu.
4. Suite au passage dévastateur et meurtrier du cyclone Chido à Mayotte, Départements de France a constitué une collecte auprès de ses membres en faveur de Mayotte, à laquelle ont contribué un certain nombre de conseils départementaux, ci-après membres donateurs.
5. Les Parties ont décidé de collaborer afin que les fonds de cette collecte puissent être utilisés dans les meilleures conditions.



**Les Parties s'étant rapprochées, il a ensuite été convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les Parties coopèrent en vue de l'utilisation des fonds collectés par Départements de France.

Chacune des Parties agit et opère en son propre nom et pour son propre compte à tous égards et en tout temps. Aucune des Parties ne pourra se réclamer de la présente convention pour revendiquer, en aucune manière, la qualité d'agent, de représentant, de mandataire ou d'employé de l'autre Partie, ni d'engager l'autre Partie à l'égard des tiers.

Aux termes de la présente convention, il n'est pas formé de structure juridique particulière entre les Parties, lesquelles ne sont nullement animées de l'affectio societatis.

Aucune Partie n'exige d'être la seule partenaire de l'autre.

**ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par les des deux Parties et pour une durée d'un an.

Toute prolongation de la présente convention devra faire l'objet d'un accord préalable formalisé entre les Parties.

**ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE DEPARTEMENTS DE FRANCE**

**3.1** Départements de France s'engage à verser une somme de **1 049 000 € (un million quarante-neuf mille euros)** au Département afin de financer des actions de reconstruction et d'aides aux populations sinistrées sur le territoire de Mayotte.

Cette somme sera versée dans un délai de 3 mois à compter de la signature de la présente convention.

Le versement sera effectué en une seule fois sur le compte du Département sous la référence IBAN n°**XXX**.

**3.2** Dans le cadre de la collecte visée en préambule, Départements de France pourra verser d'autres fonds au Département ultérieurement, pendant la durée de la présente convention.

**ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT**

Le Département s'engage à utiliser les fonds versés dans le cadre de la présente convention pour financer des actions de reconstruction et d'aides aux populations sinistrées sur le territoire de Mayotte.

Le Département informera Départements de France de l'utilisation des fonds versés, au plus tard un an **après la réception des fonds par le Département**.

## ARTICLE 5 : COMMUNICATION

**5.1** Le Département s'engage à mentionner, sur l'ensemble des supports de communication des actions financées par les fonds versés, le soutien apporté par Départements de France **et ses membres donateurs**, et en particulier y faire clairement figurer la signalétique de Départements de France **et de ses membres donateurs**, en respectant la charte graphique **des logotypes**. Pour ce faire, elle s'adressera à Départements de France, **en tant que représentant de l'ensemble de ses membres donateurs**.

**5.2** Le Département s'engage à associer Départements de France aux éventuelles opérations de communication en lien avec les actions financées par les fonds versés.

## ARTICLE 6 : REMUNERATION

La présente convention est conclue à titre gratuit.

## ARTICLE 7 : MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par un avenant écrit, dûment signé par toutes les Parties.

## ARTICLE 8 : RESILIATION

La présente convention peut être résiliée à l'initiative de chaque Partie à tout moment, sans indemnité aucune.

La notification de la décision de résiliation s'effectue par tous moyens attestant de sa bonne réception par l'autre Partie.

## ARTICLE 9 : LITIGE

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention et qui n'aurait pu être résolu par voie amiable, sera porté devant le tribunal administratif de **Paris**.

L'éventuelle illégalité ou nullité d'un article, d'un paragraphe ou d'une disposition (ou partie d'un article, d'un paragraphe ou d'une disposition) ne saurait affecter de quelque manière la légalité des autres articles, paragraphes ou dispositions de cette convention, ni non plus le reste de cet article, de ce paragraphe ou de cette disposition, à moins d'intention contraire évidente dans le texte.

Les Parties déclarent élire domicile en leur siège respectif, tels que mentionnés ci-dessus.

Fait à **XX**, le **XX**

**Département de France**

François SAUVADET

Président

**Conseil départemental de Mayotte**

Ben Issa OUSSENI

Président